

## Lutte contre la prolifération des armes légères : L'HARMONISATION RÉGIONALE EN MARCHÉ

l'Essor n°15946 du - 2007-05-08 08:00:00

Un atelier sous-régional de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur l'harmonisation de la méthodologie d'enquête sur les armes légères et de petit calibre en Afrique de l'ouest, s'est ouvert hier à l'hôtel Salam.

La cérémonie d'ouverture était présidée par Moussa Diakité, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Le présent atelier s'inscrit en droite ligne de la conférence annuelle des commissions nationales des pays membres de la Cedeao tenue à Accra en février passé, a rappelé Jonathan Sandy, le coordinateur du programme de contrôle des armes légères de la Cedeao (Ecosap), résidant dans notre capitale. Cette rencontre est une étape de l'élaboration des plans d'actions nationaux dans le cadre de la lutte contre les armes légères. Il n'existe pas, a jugé Jonathan Sandy, de méthodologie universelle pour l'enquête compte tenu du fait que chaque État a sa spécificité mais des principes directeurs internationaux existent qui doivent être adoptés.

Joseph Byll Cataria, le représentant résident du Pnud, a rappelé que Ecosap, mis en place en juin 2006 à Bamako, est un programme quinquennal qui s'appuie sur le moratoire de la Cedeao sur les armes légères, la convention de la même organisation sur les armes légères, ainsi que le protocole de prévention, de gestion et de résolution des conflits. A ce titre, a-t-il précisé, Ecosap est un mécanisme qui contribue à la paix et à la sécurité dans l'espace communautaire. "Le programme a été conçu comme un mécanisme régional en vue de promouvoir la sécurité humaine grâce à l'adoption d'une approche exhaustive et harmonisée qui place les défis posés par les armes légères et de petit calibre dans le contexte plus large de consolidation de la paix", a souligné Joseph Byll Cataria. L'atelier de Bamako, a-t-il indiqué, est une opportunité de formation préliminaire à l'exécution des projets pilotes d'enquête sur les armes légères dans les quinze pays de la Cedeao.

A sa suite, le général Okae, le directeur du département de défense et sécurité de la commission de la Cedeao, a présenté la tenue de cet atelier comme un témoignage de l'engagement des États membres de l'organisation régionale à lutter ensemble contre la prolifération des armes légères. C'est une opportunité pour mettre ensemble les potentialités des différents pays en la matière, a-t-il indiqué, ajoutant que si la paix a effectué des avancées dans la sous-région ces derniers temps, la prolifération des armes légères demeure une préoccupation. La faiblesse de la réglementation est pour beaucoup dans cette situation, a jugé le général Okae qui a stigmatisé le rôle des fabricants artisanaux et du trafic transnational dans la prolifération des armes légères et de petit calibre.

En ouvrant les travaux, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale s'est félicité du fait que l'atelier permettra de maîtriser les techniques d'analyse liées à la circulation des armes légères. Le chemin vers l'harmonisation de la lutte contre ce type d'armes dans l'espace communautaire, est, a-t-il estimé, un "chemin long et laborieux". Mais, a-t-il assuré, la volonté politique et l'engagement des chefs d'État permettront de muscler la lutte. Preuve de cette volonté politique, l'adoption d'un plan d'action régional harmonisé pour 2007. Cet instrument, en est convaincu Moussa Diakité, contribuera à améliorer la lutte au sein de l'espace communautaire.

A cet atelier qui prendra fin jeudi prennent part les présidents de commissions nationales de lutte contre la prolifération des pays membres de la Cedeao, ainsi que de nombreux chefs militaires.

B. TOURÉ